



LES
5@7
DE LA GAZETTE

LE BALADO DE
l'apéro

PREMIER ENREGISTREMENT
DEVANT PUBLIC LE 2 OCTOBRE DÈS 17H

Microbrasserie Le Temps d'une Pinte
1465, rue Notre Dame Centre, Trois-Rivières
Invités : Joëlle Tremblay, Jean-Philippe Murray
Animatrice: Valérie Deschamps



GRATUIT

MENSUEL 17 000 EXEMPLAIRES
SEPTEMBRE-OCTOBRE 2019 - VOLUME 35 - NUMÉRO 1
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



ÉCOLE ET COMMUNAUTÉ

Une relation interdépendante

PAGES 12 À 15

PHOTOS: DOMINIC BÉRUBÉ

La rentrée du communautaire

PAGE 11



CHIFFRE
DU MOIS

338

Nombre de
circonscriptions
au Canada.



SOMMAIRE

OPINION
PAGE 2

SOCIÉTÉ
PAGE 3

HISTOIRE
PAGE 3

ÉCONOMIE
PAGE 4

CHRONIQUE SISMIC
PAGE 4

ENVIRONNEMENT
PAGE 6

CULTURE
PAGES 8-9

PROCHE EN TOUT TEMPS
PAGE 10

VOIR LE MONDE... AUTREMENT
PAGE 10

RENTÉE DU COMMUNAUTAIRE
PAGE 11

DOSSIER ÉCOLE ET COMMUNAUTÉ
PAGES 12 À 15

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

www.gazettemauricie.com

facebook.com/lagazettedelamauricie

[@GazetteMauricie](https://twitter.com/GazetteMauricie)

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : Louis-Serge Gill
Directeur : Steven Roy Cullen
Conception graphique
et infographie : Martin Rinfret
ISSN : 1717-2179

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

La Gazette de la Mauricie,
c'est VOTRE journal.
Faites-nous parvenir vos
commentaires et propositions.

OPINION | SEPTEMBRE-OCTOBRE 2019

Par-delà la crise des médias



La récente Commission parlementaire de la culture et de l'éducation sur l'avenir des médias, grâce à la qualité des présentations et à la bonne tenue des échanges qui s'y sont déroulés, aura permis de faire le tour de la question sur la crise qui secoue le monde journalistique. Au premier rang des facteurs qui expliquent la situation, on a évoqué à juste titre la chute radicale des revenus publicitaires, lesquels se déplacent inexorablement vers les géants du Web que sont Google, Amazone, Facebook et Apple (GAFA). De fait, voilà quatre multinationales qui pillent sans vergogne les contenus des médias traditionnels et qui, de surcroît, ne paient aucune redevance en taxes et en impôts sur les bénéfices qu'ils encaissent.

RÉAL BOISVERT

À court terme, l'un des résultats les plus brutaux de la chute tendancielle des revenus publicitaires aura été la faillite de Groupe Capitaux Médias qui a placé ses six hebdomadaires régionaux – dont *Le Nouvelliste* – sous la protection des tribunaux contre ses créanciers. À moyen terme, la conséquence de tout cela est bien sûr la menace qui pèse sur la démocratie, privée de l'information nécessaire à la bonne marche des affaires publiques et dépossédée, par manque de ressources professionnelles, des données essentielles à l'exercice d'une veille soutenue du monde de l'économie et celui de la politique.

*La santé des systèmes
d'information est
intimement reliée à celle
des systèmes éducatifs.*

Pour venir au secours des médias, il a été suggéré de soutenir équitablement l'ensemble des producteurs par le biais des subsides publics tout en taxant directement les GAFA afin de rétablir

une juste concurrence entre les acteurs concernés. Voilà deux mesures nécessaires, encore que la deuxième ne soit pas gagnée d'avance, tant les pouvoirs publics sont craintifs face aux ogres du numérique. En tout état de cause, ces deux mesures ne sont pas suffisantes.

Il n'est pas certain en effet qu'un meilleur partage de l'assiette publicitaire incite à s'abonner à différents journaux tous ces gens qui ne transitent plus que par les réseaux sociaux. Et c'est là que la démocratie y perd le plus. D'abord parce que les contenus qu'on retrouve sur plusieurs plateformes de partage électronique ne volent souvent pas très haut. Ensuite parce beaucoup d'utilisateurs se laissent entraîner dans des algorithmes d'enfermement qui leur permettent difficilement de distinguer le vrai du faux. Bienvenue le populisme ! « À ce dont un esprit se contente, on mesure l'étendue de sa perte », affirmait Hegel.

On n'en sort pas : pour qu'une société manifeste un intérêt soutenu et universel pour une information de qualité, il faut avant tout placer au cœur de la vie collective l'acquisition de connaissances générales et la quête des savoirs



particuliers. La santé des systèmes d'information est intimement reliée à celle des systèmes éducatifs. Suivant ce postulat, le niveau général de littératie d'une nation en matière de langue, de politique, d'économie et de science constitue le meilleur indicateur d'une presse libre et florissante.

Pour le dire plus simplement, c'est le public lecteur qui est responsable de la survie des journaux et non pas seulement la publicité. Et il n'y a sans doute pas de plus beau projet de société que celui qui consiste à faire en sorte collectivement que le besoin d'être bien informé soit aussi indispensable pour chaque individu que l'air qu'il respire est nécessaire à sa survie. Rien de moins !

**SOURCES DISPONIBLES sur notre
site gazettemauricie.com**

BORIS



Droit à l'avortement : instrumentalisation ou peur justifiée ?



Le débat sur l'avortement a refait surface à l'aube des élections fédérales. Il faut dire que le contexte social s'y prête bien : l'adoption de lois très contraignantes aux États-Unis et l'implication de groupes anti-avortement dans l'élection fédérale, le tout à la veille du 30^e anniversaire de la bataille juridique de Chantal Daigle – cette femme qui souhaitait avorter malgré le désaccord de son ex-conjoint.

CAROL-ANN ROUILLARD

Après le cafouillage au Parti conservateur entre la position réelle du chef sur le sujet et celle qui avait été présentée à des candidates québécoises, les libéraux se sont évidemment empressés d'utiliser cette situation à leur avantage en associant le parti d'Andrew Scheer à une époque et des valeurs rétrogrades.

Certains prétendent qu'il n'y a pas lieu de s'en faire puisqu'une loi

anti-avortement n'est pas près d'être adoptée au lendemain des élections fédérales, quel que soit le parti qui sera élu. Certes, le Parti libéral a ainsi choisi d'instrumentaliser la peur à des fins électorales. Cela signifie-t-il pour autant que cette peur soit injustifiée ?

Le contexte mondial et l'histoire nous ont démontré à maintes reprises que les droits humains ne sont jamais acquis. Et les droits des femmes sont loin d'y faire exception. Certes, des avancées ont été

enregistrées à travers le monde au cours des dernières années, mais la montée des idées d'extrême-droite et l'élection de gouvernements qui valsent avec ces idées ont aussi pavé la voie à des reculs.

Si la droite n'est pas reconnue pour positionner l'égalité des genres au cœur de ses priorités, l'extrême-droite est loin d'avoir cherché à inverser les cartes. Et plusieurs leaders – Trump et Bolsonaro viennent rapidement en tête – entretiennent souvent des préjugés sexistes et misogynes et bénéficient d'imposantes tribunes pour diffuser leurs idées, ce qui n'aide en rien à changer les mentalités !

Le Canada n'échappe pas à l'influence de ces idées. L'élection de gouvernements plus à droite – conservateur ou caquiste –, la formation du Parti populaire du Canada et la montée des discours populistes

en sont des preuves. Sur la question spécifique de l'interruption de grossesse, l'implication de militantes et de militants anti-avortement dans la campagne de personnes candidates aux élections fédérales soulève également des questions.

Et même si des lois plus restrictives en matière d'avortement ne sont pas adoptées au cours du prochain mandat fédéral, le contexte polarisé sur la question de l'avortement ne constitue certainement pas un contexte favorable à des investissements qui permettraient d'assurer un meilleur accès à des cliniques d'avortement – toujours très inégal selon les régions – ou à réduire le temps d'attente avant une interruption de grossesse. Tout comme la décriminalisation de l'avortement ne s'est pas forcément traduite par un accès rapide et équitable à des services partout au pays, l'absence de recul législatif ne signifie pas qu'il n'y a pas de recul possible ou que le contexte social actuel n'est pas une forme de retour en arrière. 

Le débat sur l'avortement refait surface à l'aube des élections fédérales. Aux États-Unis, le droit à l'avortement est menacé par des projets de loi dans plusieurs états ce qui provoque une levée de boucliers.

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

CRÉDITS : LAURIE SHAULL, FLICKR



HISTOIRE

37 ans pour la Ligue d'improvisation Mauricienne



Fiers des 37 ans d'existence de leur ligue d'improvisation, les membres de la Ligue d'improvisation mauricienne (LIM) continuent d'alimenter le feu d'une passion à l'égard d'un organisme peu commun. Voici les grandes lignes de son histoire.

JEAN-FRANÇOIS VILLEUX

La LIM a été fondée en 1982, cinq ans après la *Ligue nationale d'improvisation* (LNI) – une innovation sur le plan international – et un an seulement après la Ligue universitaire d'improvisation (LUI) de l'Université Laval à Québec. C'est donc la troisième plus vieille ligue d'improvisation théâtrale au Québec, mais aussi au monde !

Inspiré par ce qu'il voyait à la télévision, Luc Vermette, fils du propriétaire du cabaret *L'absolu*, à Cap-de-la-Madeleine, fonde la LIM avec quelques amis. Parmi eux, Michel Deschenes, feu Marcel Rhéaume et Marc Pagé. D'autres joueurs se joindront comme « membres invités », dont Jean-François Pinard et Luc Archambault. Ensemble, sacrifiant beaucoup de temps personnel, ils construisent la première « improvisoire », c'est-à-dire la bande de patinoire délimitant l'aire de jeu, dans le garage de Louise Giguère. Le regroupement débute sous le nom de *Ligue d'improvisation Madelinoise inc.* (LIM) et leurs activités ont lieu tous les dimanches – comme la diffusion des matchs de la LNI – au cabaret *L'absolu*.

Trois ans plus tard, en 1985, afin de mieux refléter l'origine des joueurs, on renomme l'organisme *Ligue d'improvisation mauricienne* (LIM). À cette époque, la LIM était donc la ligue d'improvisation québécoise qui couvrait le plus grand territoire, car elle incluait Shawinigan, La Tuque et Drummondville.

Après le cabaret *L'absolu*, la LIM se produit dans différents espaces trifluviens : *Le Gosier* ; *Le Cosmos 2000* (rue Sainte-Julie) en 1986-87 ; *Le Club*, à l'étage au-dessus du bar *Le Patrimoine* (angle des rues Notre-Dame et Laviolette, de 1987 à 1990-91 ; et finalement *Le Touristique* (dit « le trou », rue Hart), pour une seule saison non officielle. Après ces années d'errance, la LIM aboutit en 1997 dans un cinéma de la rue des Forges – le futur cabaret *Le Maquisart*. Après avoir obtenu vers 2002-2003 le statut d'OBNL, la LIM établit un partenariat financier avec l'organisme culturel municipal qui deviendra *Culture 3R*. Par la suite, en 2007-2008, la LIM s'installe à la salle Louis-Philippe-Poisson de la Maison de la culture, au centre-ville de Trois-Rivières.

Après une année d'activité le dimanche, en compétition avec les émissions



La LIM au parc portuaire de Trois-Rivières au début des années 1990 dans le cadre du Grand Prix de Trois-Rivières.

Tout le monde en parle et *Star Académie*, la ligue décide de tenir ses matchs le mardi. Ce créneau horaire définitif se maintient jusqu'à ce jour et on y présente depuis vingt ans des improvisations enlevantes.

S'il est impossible de chiffrer exactement le nombre de personnes ayant participé à l'expérience de la LIM au cours de toutes ces décennies, on peut facilement avancer le nombre de 150 à 200 joueurs. En comptant les bénévoles, les arbitres, les animateurs, les musiciens et tous ceux qui ont gravité

autour du noyau de la LIM depuis un tiers de siècle, on peut alors parler d'au moins 300 personnes !

À l'aube de ses 40 ans, la LIM continue donc toujours d'alimenter la scène théâtrale de l'impro trifluvienne et d'inspirer la relève. La 37^e saison débute le 15 octobre prochain, à 20 h, à la Maison de la culture de Trois-Rivières. À ne pas manquer ! 

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

COLLECTION PRIVÉE - MICHEL DESCHENES

Pourquoi taxer les géants de l'économie numérique ?



Comme nous l'avons compris dans la crise qui frappe les médias, ce n'est pas le lecteur qui fait défaut, mais les revenus publicitaires qui se déplacent des journaux vers les plateformes numériques comme Google et Facebook. Ces derniers s'accaparent désormais la moitié des revenus publicitaires de la planète, soit 300 milliards de dollars cette année. Puisque ces « médias » numériques s'abreuvent gratuitement des contenus générés par les vrais médias d'information, l'idée de taxer les géants de l'économie numérique¹ fait de plus en plus consensus. Pour mieux saisir la raison d'une telle taxe, voyons pourquoi et comment ces géants ont acquis une telle puissance dans la société.

ALAIN DUMAS

L'EFFET DE RÉSEAU

Alors que Facebook a le monopole des réseaux sociaux, Google s'accapare 90 % de la recherche sur Internet. Leur



Les géants Google et Facebook s'accaparent désormais la moitié des revenus publicitaires de la planète, soit 300 milliards de dollars cette année.

CRÉDITS : PIMABAY

domination s'explique par l'effet de réseau. En offrant des services utiles et gratuits, ces géants ont attiré toujours plus d'utilisateurs, suscitant un intérêt grandissant à rejoindre ce même réseau, de sorte qu'ils dominent leur secteur. Mais la gratuité du réseau a une contrepartie. Les utilisateurs consentent à céder la propriété de leurs informations (ou données) personnelles au réseau, de sorte que celui-ci les utilise en vendant de l'espace publicitaire et en les revendant à d'autres entreprises. C'est ainsi que Google tire 85 % de ses revenus.

Ces géants numériques, qu'on désigne GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon), génèrent donc des profits faramineux, comme en témoigne leur valeur en bourse de 3000 milliards de dollars, ce qui leur permet d'écraser sur-le-champ la concurrence en achetant toute entreprise concurrente ou complémentaire à la leur.

La concentration et la puissance économique des géants de l'économie

numérique représentent-elles un danger pour la liberté de presse? Comme nous venons de le souligner, l'utilisateur des réseaux n'est pas un client, mais un produit vendu sous forme de données personnelles. Et là où le bât blesse, c'est que la très forte concentration du contrôle des données personnelles constitue aujourd'hui une menace pour la liberté et la diversité de presse, la liberté de pensée et les processus démocratiques.

ENTREPRISES INVISIBLES, IMPÔT ZÉRO

Ce n'est plus un secret pour personne, ces géants « invisibles » paient peu d'impôts et ne perçoivent pas les taxes de vente parce qu'ils ne sont pas rattachés à un lieu physique. Par ailleurs, ils ne paient pas de redevances au fonds des médias et au fonds culturel, ce qui leur procure un avantage compétitif considérable sur les médias locaux.

UN PROJET MONDIAL DE TAXATION

L'indignation a assez duré. Il est temps que nos gouvernements posent des gestes pour percevoir les revenus fiscaux

qui leur échappent. Le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et la France ont décidé d'appliquer une taxe sur les services numériques à hauteur de 2 % à 3 % du chiffre d'affaires. Ces initiatives ont amené l'OCDE (Organisation de coopération et développement économique) à lancer un chantier, auquel participent 130 pays, pour imposer une taxe uniforme aux entreprises numériques.

Nos gouvernements sauront-ils prendre le train qui est en marche? Voilà un bel enjeu à discuter lors de la campagne électorale fédérale.

¹Les entreprises de l'économie numérique produisent des biens et services délivrés sous une forme numérisée, par le biais des réseaux internet et mobiles, et de capteurs de données. Le commerce électronique fait partie de l'économie numérique.

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

CHRONIQUE SISMIC

Le Pôle d'économie sociale de la Mauricie est une organisation entièrement vouée au développement de l'économie sociale. Il favorise la concertation entre les différents acteurs de son milieu et soutient la création des conditions favorables à ce modèle entrepreneurial de développement. Il participe ainsi à la vitalité et à la diversification économique du territoire.

SISMIC : Un nouvel incubateur en entrepreneuriat collectif jeunesse

SISMIC
Mauricie

Propulsé par



Pôle d'économie sociale de la Mauricie

FRANCYN LAQUERRE ET LYNN O'CAÏN

Nous observons en ce moment une véritable transformation des valeurs professionnelles, et ce, particulièrement chez les jeunes. En effet, ceux-ci veulent se réaliser, contribuer à l'amélioration de la société et entreprendre différemment. C'est d'ailleurs ce que démontre une récente étude commandée par le Chantier de l'économie sociale et réalisée par la firme de sondage Léger. Cette étude nous donne des pistes d'information intéressantes sur les attentes et besoins des jeunes de moins de 35 ans face au marché du travail. Voici quelques résultats :



SOURCE : [HTTPS://CHANTIER.QC.CA/BABILLARD/NOUVELLES/7611](https://chantier.qc.ca/babillard/nouvelles/7611)

Ces données démontrent que les aspirations des jeunes correspondent tout à fait au modèle d'affaires que propose l'économie sociale. C'est d'ailleurs ce qui a inspiré les Pôles régionaux d'économie sociale dans la mise en place d'un parcours d'accompagnement spécifique pour les jeunes qui souhaitent entreprendre collectivement. Grâce à la collaboration du Chantier de l'économie sociale et à un partenariat financier avec le Secrétariat à la jeunesse, une

vingtaine d'incubateurs seront ainsi déployés au cours des prochains mois partout au Québec. Ce parcours d'accompagnement s'adresse aux jeunes de 18 à 29 ans et porte le nom Sismic.

Mais qu'est-ce que Sismic ? Ce sont des ateliers expérimentaux où les étudiants de niveau post-secondaire travailleront en équipe pour faire émerger et croître des projets porteurs d'une mission sociale. Pendant environ dix semaines,

ils bénéficieront d'un accompagnement, d'outils et de références pour explorer leurs idées. Sismic permettra de faire évoluer des projets déjà en cours, mais également de susciter des réflexions sur des solutions possibles aux enjeux sociaux. À travers le programme, les jeunes vont réfléchir, discuter, tester, analyser sous différents angles leur modèle d'affaires afin d'évaluer la viabilité de celui-ci. Une occasion en or pour eux de faire évoluer leur intention et d'être solidement outillés pour passer de l'idée à la réalisation s'ils le désirent toujours. Ils pourront également mieux comprendre le fonctionnement d'une entreprise d'économie sociale.

Coordonné par le Pôle d'économie sociale Mauricie, Sismic-Mauricie lancera les premières cohortes d'accompagnement

dès cet automne, en partenariat avec le Carrefour d'entrepreneuriat et d'innovation Desjardins de l'Université du Québec à Trois-Rivières ainsi que le Collège Lafleche. D'ailleurs, des projets sont déjà en ébauche et nous pouvons confirmer que les jeunes sont engagés et inspirants. Cette chronique nous permettra de vous faire part de leur cheminement.

Pour en apprendre davantage sur le projet Sismic, suivez-nous sur Facebook au www.facebook.com/incubateursSISMIC.

Pour plus de renseignements, on peut joindre Francyn Laquerre, agente de développement et responsable de Sismic-Mauricie, au 819-697-0983, poste 3 ou à sismic@esmauricie.ca.

Une entreprise d'économie sociale se démarque par le fait qu'elle combine à la fois une mission sociale (répondre à un besoin de la communauté ou à une problématique sociale) et une activité économique (vente de produits, offre de services). De plus, les prises de décisions sont faites par un conseil d'administration qui a été élu par les membres. Certains organismes à but non lucratif (OBNL) font partie de l'économie sociale, mais pas tous. Il doit y avoir une notion de transaction économique sinon l'organisation fait alors partie de la famille de l'action communautaire et non de l'économie sociale.

Robert AUBIN

Trois-Rivières

940, rue Notre-Dame Centre

www.robertain.com 819 805-4837

Des remèdes contre l'écoanxiété



C'est avec grand plaisir que je reprends la plume dans notre précieux média communautaire régional, à la chronique Environnement, une tribune que je partagerai avec une autre personne au fil des parutions. L'environnement, oui, puisque, tout comme beaucoup d'entre vous, c'est le sujet qui m'habite et me préoccupe le plus.

VALÉRIE DELAGE

Nous sommes chaque jour un peu plus bombardés de nouvelles et d'images alarmantes quant à l'avenir de notre planète. La situation mondiale d'urgence climatique nous inquiète tous et toutes. Lors de la parution de son rapport, qui a mené à la signature des Accords de Paris en 2015 (COP 21 – 196 pays), le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) disait à l'époque : « Les émissions de gaz à effet de serre (GES) des pays industrialisés devront diminuer, d'ici 2050, de 80 à 95 % par rapport au niveau de 1990, si on veut empêcher le réchauffement d'atteindre le seuil critique d'augmentation de 1,5 °C. » Or, les rapports subséquents du GIEC et de nombreux autres scientifiques affichent un pessimisme croissant quant aux objectifs à atteindre et aux délais de réalisation de ces engagements.

Réchauffement climatique, pollution atmosphérique, inondations, fonte des glaces, montée du niveau des océans, perte de biodiversité, espèces menacées, extractivisme, épuisement des ressources, gestion des déchets, gaz à effet de serre, énergies fossiles, réfugiés

climatiques, 6e extinction, etc. : tous ces termes relativement récents s'insèrent tranquillement dans notre vocabulaire courant, au risque de devenir banals.

L'ampleur du défi semble telle que nous ne savons pas trop par quel bout l'attaquer, ce qui génère du stress. Un nouveau mot circule même de plus en plus pour désigner cet état : l'écoanxiété. Il traduit bien l'angoisse induite par l'impuissance ressentie devant l'envergure de la crise climatique. Certains préfèrent gérer ce stress par le biais du scepticisme ou du déni, en trouvant toutes sortes d'arguments ou de croyances réconfortantes pour garder un équilibre quotidien. D'autres veulent tout connaître sur le sujet, parfois jusqu'à la surinformation, laquelle peut mener au fatalisme : à quoi bon agir quand il est déjà trop tard ?

Toutefois, le meilleur remède contre l'écoanxiété reste l'action. Pardonnez-moi cette évidence, mais le seul moyen de réussir à changer quelque chose, c'est d'essayer ! Agir, ce n'est pas seulement prendre le risque de changer les choses, c'est aussi libérer, sublimer notre stress et ainsi faire baisser notre niveau d'écoanxiété.



CRÉDITS : DOMINIC BÉLAFRE

Un des meilleurs remèdes à l'écoanxiété est l'action. On voit ici l'auteure de la chronique lors de la marche La Planète s'invite au Parlement à Trois-Rivières en novembre 2018.

Heureusement, les possibilités d'action sont presque infinies. J'entends souvent : « j'aimerais agir, mais je ne sais pas quoi faire » ou « je ne m'y connais pas assez », ou encore « toute seule, je ne peux rien faire ». Détrompez-vous, quelles que soient vos connaissances, vos intérêts, vos moyens ou votre disponibilité, tout le monde peut faire quelque chose. Actions individuelles, collectives ou politiques, nous verrons

au cours des prochaines chroniques comment chacun et chacune peuvent faire leur part pour sortir de la crise climatique.

En attendant, voici un premier geste important à poser : le 27 septembre prochain, la planète entière sera en grève pour le climat. Trois-Rivières ne fera pas exception. On se retrouve par milliers aux Cubes de l'UQTR à 12 h 30 ?

COMITÉ ENVIRONNEMENT DE L'ÉCOLE SECONDAIRE DES PIONNIERS Témoignage d'une jeune engagée

Il y a maintenant trois ans, j'ai décidé d'intégrer le comité environnement de mon école secondaire. Je ne savais pas alors dans quelle montagne russe d'émotions je m'embarquais.

MAUDE MAINVILLE

Au tout début, je ne croyais pas que ce comité aurait un impact sur ma vie. Pour dire vrai, je ne croyais même pas que nous pouvions avoir un impact sur l'environnement. J'ai rapidement réalisé que j'avais tort car après seulement quelques mois d'implication, j'ai participé à la deuxième édition du sommet jeunesse sur les changements climatiques. J'ai pu y acquérir les connaissances nécessaires afin de réaliser l'ampleur de ce phénomène. Cet événement m'a également montré que nous étions beaucoup dans cette lutte et que nous étions tous très motivés.

Cela m'a poussée à m'engager encore plus dans la cause des changements climatiques. Depuis, j'ai eu la chance de prendre la parole à des marches pour l'environnement dans la ville de Trois-Rivières ainsi que dans les médias avec d'autres jeunes.

Entre autres, en décembre dernier, à mon école, nous avons déclaré l'état d'urgence climatique ce qui nous a permis de mobiliser toute notre école, ainsi que plusieurs autres de la Mauricie. Nous sommes ensuite allés lire cette déclaration aux commissaires de la commission scolaire du Chemin-du-Roy et

au conseil municipal de Trois-Rivières. Cette dernière opportunité nous a permis de rencontrer deux ministres du gouvernement provincial ainsi que le député qui représente Trois-Rivières au niveau fédéral. Ces rencontres ont été très enrichissantes pour moi mais j'en suis toujours ressorti avec l'impression que rien n'avait progressé au niveau de la cause. J'avais l'impression que les décideurs que nous avions rencontrés nous entendaient mais ne nous écoutaient pas. Malgré cela, le député que nous avons rencontré au fédéral nous a donné sa prise de parole d'une minute au parlement canadien. Nous avons

donc pu écrire un message qui a été lu devant les personnes les plus influentes du pays. Savoir que le premier ministre a entendu notre cri du cœur nous a vraiment remonté le moral en cette fin d'année.

Pour moi, être une jeune en 2019 vient avec un très grand sentiment d'impuissance et d'incompréhension face à la situation actuelle et à notre futur. M'impliquer en environnement m'a aidée à utiliser cette émotion afin d'apporter un changement positif à la situation actuelle.

SOIRÉE RECONNAISSANCE

L'innovation sociale, naturellement communautaire

- + Lancement d'une exposition nationale itinérante
- + Présentation de projets communautaires innovants de partout au Québec
- + Bouchées et consommation offertes sur place
- + Inscription obligatoire au www.tncdc.com

Inspirez-vous des projets innovants d'ici

13 NOVEMBRE 2019
17h00 à 19h00

MUSÉE POP
200, rue Laviolette
Trois-Rivières, QC G9A 6L5

TNCDC.COM

UN RÉSEAU FORT DE SES COMMUNAUTÉS



**UNE INVITATION DE LA COALITION
DES FORCES SOCIALES - MCQ**

MANIFESTATION MONDIALE

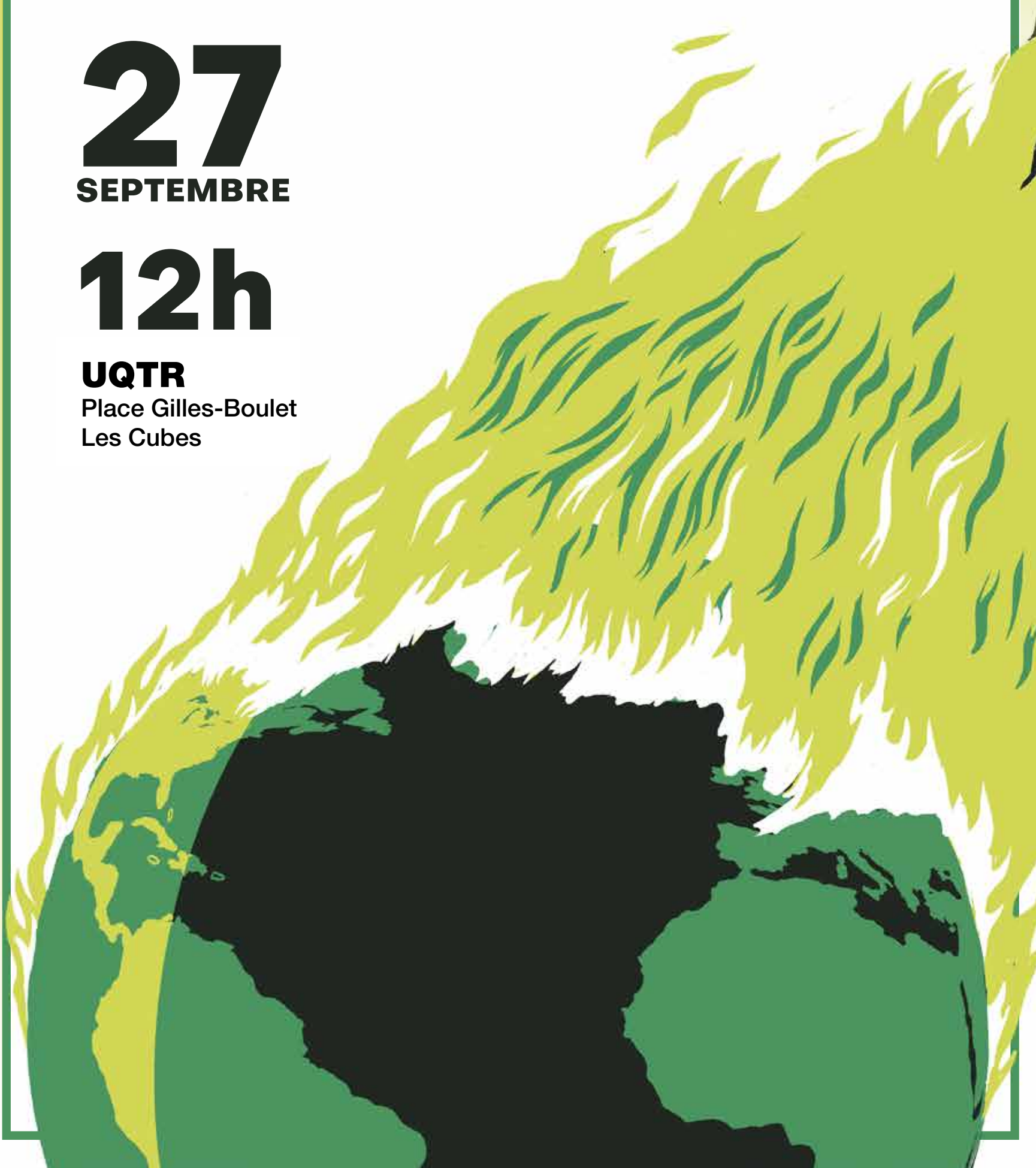
**LA CRISE CLIMATIQUE
S'ACCÉLÈRE**

27
SEPTEMBRE

12h

UQTR

Place Gilles-Boulet
Les Cubes





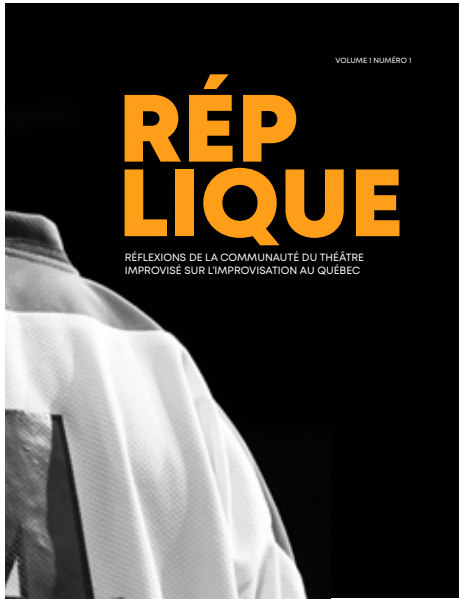
Improvisation : l’art rassembleur

Jocelyn Garneau, doctorant en développement régional à l’UQAR, s’intéresse à l’optimisation des services de loisir public en milieu rural. Cet improvisateur d’expérience nous a entretenu des recherches qu’il mène pour valoriser la pratique de l’improvisation au Québec, en ville comme en région, mais aussi des vertus communautaires de cet art parfois incompris.

LOUIS-SERGE GILL

Au gré des rencontres entre improvisateurs, Jocelyn Garneau et ses comparses réalisent qu’exception faite des nombreuses informations techniques qu’on trouve aisément dans internet, on parle très peu de l’improvisation : comment est née la communauté de l’impro? quelle est sa structure? quels sont les enjeux?

La solution apparaît rapidement : « Et si on créait une revue? Une publication où, périodiquement, les collaboratrices et collaborateurs pourraient se pencher sur les enjeux divers liés à l’improvisation. » Ainsi naissent Réplique (dont un numéro vient de paraître), la revue qui garde des traces écrites des réflexions, des recherches et des opinions de ses rédacteurs, et la Coalition de recherche sur l’improvisation et les spectacles spontanés (CRISS), toutes deux en amont d’un travail de mobilisation



pour mieux faire connaître le monde de l’improvisation au Québec.

LÉGITIMER L’IMPROVISATION

À court, moyen et long terme, la CRISS souhaite mettre en lumière certains enjeux tels la rémunération des comédiens, le développement de spectacles de grande qualité soutenus par une démarche artistique et mettre en place des projets de soutien en lien avec le milieu scolaire et les ligues d’amateurs.

Ultimement, la CRISS aimerait que les projets de spectacle d’improvisation se qualifient autant que ceux des autres arts de la scène pour les demandes de subvention. À l’heure actuelle, l’improvisation appartient à la case « Théâtre » des organismes subventionnaires et si Jocelyn Garneau convient qu’il s’agit bien de théâtre improvisé, la démarche demeure différente selon les milieux.

UNE AFFAIRE DE COMMUNAUTÉ

En effet, les premiers résultats des recherches démontrent que l’improvisation québécoise est à 90% menée par des amateurs. Pour les ligues d’amateurs, les demandes de subvention sont acheminées aux villes. Selon Garneau, la reconnaissance de ces initiatives artistiques dépend de l’importance accordée à la vie culturelle par les municipalités.

Comme l’ensemble des ligues d’improvisation dans les régions sont menées par des bénévoles, Jocelyn Garneau insiste sur la portée communautaire de cet art qui se bâtit avant tout autour d’un esprit de groupe : « Si tu as un bon organisateur au sein d’une troupe,

c’est un hasard! On cherche surtout à recruter de bons improvisateurs. Alors pour l’organisation, le tout se fait avec des bénévoles qui portent le projet à bout de bras. »

SAVOIR S’ADAPTER

Ce mode de vie « communautaire » s’intègre d’ailleurs merveilleusement à la personnalité de ceux qui le pratiquent. Les vertus de cet art sont bien reconnues : entraînement à parler devant public et développement d’un sens de la répartie, voire d’un vocabulaire élargi. L’improvisation rend plus attentif aux situations de la vie quotidienne.

Plus que mûre pour qu’on s’y intéresse sérieusement, l’improvisation n’a pas que des bienfaits pour l’individu. C’est un stimulant pour une vie sociale plus

riche et pour mieux performer. Les improvisateurs prennent des risques ensemble. Comme le souligne Jocelyn Garneau, « quand on se plante, on se retourne vers l’autre et on en rit. Quand on réussit, qu’on fait des bons coups, le lien devient d’autant plus fort. »

Rapidement, l’équipe d’impro devient le réseau social sur lequel on peut toujours compter. Bref, on y trouve des amis avec lesquels on partage une expérience unique hors des cercles communs que sont les études ou le travail.

En somme, bien qu’à ses premiers balbutiements, la recherche sur l’improvisation témoigne avec brio autant de la formation et de la structuration de communautés que du développement d’un art de la scène. 📖

COMMENT EST-CE NÉ ?

La LNI (Ligue Nationale d'Improvisation) a été fondée en 1977 par Robert Gravel et Yvon Leduc à Montréal. Cette nouvelle forme artistique a inspiré un mouvement mondial qui perdure 40 ans plus tard.

COMMENT ÇA SE JOUE ?

Traditionnellement, deux équipes adverses s'affrontent, dans une patinoire inspirée du hockey. Chaque équipe présente des improvisations comparées ou mixtes à partir de thèmes imposés. À l'issue du match, une équipe gagne le vote du public. Différentes formes d'impro évoluent toutefois pour briser ces règles : impros de longue durée avec la Limette, impro sans règles avec le Punch Club, impros «coopétitives» avec le Whomboozle, etc.

IMPROVISATION

Au-delà du match

L’été tire à sa fin pour faire place à une saison bien importante dans le monde de l’improvisation : celle des camps de recrutement. Diverses ligues citoyennes et scolaires s’organisent en septembre en retrouvant leurs vétérans, mais aussi en accueillant de nouveaux visages. Il y a quatre ans, je faisais partie de ces derniers.

FRÉDÉRIK SIMON

C’est intimidant de faire ses premiers pas en impro. L’année précédente, j’avais vu mes premiers spectacles d’impro à l’université, si j’exclus les matchs de la LNI que j’ai regardé à la télévision, et je trouvais tous ces jeunes gens ô combien courageux de se lancer dans le vide. C’est donc avec une nervosité palpable que j’ai foulé les planches pour la première fois, accompagné d’une quarantaine de personnes désireuses de combler les seize places disponibles pour faire la ligue. C’était le début de mon histoire d’amour avec l’improvisation.

Ma première surprise a été de voir la force des liens qui se créent sur

l’improvisoire. Sans même que l’on se connaisse, on s’embarque spontanément dans de folles aventures et on termine le tout avec une accolade chaleureuse pour remercier son partenaire d’avoir partager ce petit moment privilégié où tout était possible. Pour avoir pratiqué différentes disciplines sportives ou artistiques, il y en a peu qui sont aussi rassembleuses en un aussi court laps de temps que l’improvisation. En quelques minutes, voire quelques secondes, des amitiés se forment.

Mon intégration à la grande famille de l’improvisation m’a profondément marqué. Le contact avec tous ces humains fabuleux m’a apporté énormément de confiance. Bien que je me décrive

comme une personne plutôt réservée dans la vie de tous les jours, on m’a accueilli comme si j’avais toujours fait partie de leur entourage. Pour cela, je ne remercierai jamais assez cette deuxième famille.

Ce qui est bien avec l’impro, c’est aussi le partage de connaissances. Tous les improvisateurs ne sont pas des comédiens formés ou des artistes dans l’âme. Peu importe le domaine ou le champ d’expertise d’une personne, elle apporte son lot de connaissances dans le jeu, mais aussi lors des rencontres à l’extérieur, car celles-ci sont d’une haute importance. Que ce soit pour une bière d’après match ou pour une sortie bowling, ces rencontres renforcent l’esprit de ligue et permettent de créer une chimie

qui se reflète dans le jeu et augmente davantage le plaisir de faire de l’improvisation. Je me répète, mais tous ces gens extraordinaires m’ont beaucoup appris humainement et ont été pour moi le meilleur remède contre la redondance du train-train quotidien de la vie.

L’improvisation c’est donc beaucoup plus qu’une joute réunissant une poignée d’individus dont le but est de s’attirer la faveur du public. C’est un lieu de rencontre sur le chemin des possibles et mon épisode cathartique de la semaine. C’est une source infinie de rires, de larmes, de confidences et des amitiés qui ne se perdent pas. Même après une longue séparation, on se retrouve avant même le premier coup de sifflet. 📖

After the wedding, une ode aux comédiennes

After The Wedding est un film de Bart Freundlich qui met en vedette Michelle Williams, Julianne Moore et Billy Crudup, soit une impressionnante brochette d'acteurs et d'actrices.

JUDITH MCMURRAY

À l'origine, il s'agit d'un scénario de la cinéaste Susan Bier qui a d'ailleurs été mis en images au Danemark en 2006 sous le nom d'*Efter Brylluppet*. Freundlich en a donc fait une seconde version à l'américaine. La différence majeure entre les deux récits est que dans l'original, on mettait de l'avant deux hommes (Mads Mikkelsen et Rolf Lassgard), tandis que dans la nouvelle adaptation, il est plutôt question de deux femmes (Williams et Moore).

Le long-métrage s'ouvre en Inde, alors qu'on y suit une américaine prénommée Isabelle (Williams). Celle-ci travaille dans un orphelinat qui, on le comprendra rapidement, est en manque de fonds. Elle devra ainsi se rendre à New York, là où une riche femme d'affaires (Moore) prévoit faire une donation de plusieurs millions à l'orphelinat. Son retour en Amérique la confrontera inévitablement à son passé. Par conséquent, on met en scène une situation déchirante, alors que toutes les vérités seront révélées au grand jour.

Ce scénario rocambolesque s'avère être en effet déstabilisant à plusieurs égards.

L'émotion est à son comble chez les spectateurs tout au long du visionnement grâce au jeu fort convainquant des divers acteurs et actrices. Cependant, tout compte fait, cette histoire frôle le mélodrame. Flirtant légèrement avec le flamboyant et l'invraisemblable, *After The Wedding* nous laisse avec une impression d'avoir un manque accru de subtilité.

Il faut dire que la mise en scène de Freundlich est minutieuse et, par le fait même, réussie. En plus, on nous sert une caméra fluide et des éclairages soignés, ainsi la technique de ce film est efficace. Le montage quant à lui est assez frénétique... Peut-être un peu trop, puisqu'après un certain temps, on devient épuisé d'avoir des retournements de situations. Visiblement, on a eu peur que le spectateur s'ennuie. Par contre, en ayant un débit aussi effréné, on donne l'impression de vite sauter aux conclusions.

Bien que les multiples personnages soient plus approfondis dans la version originale, l'aspect le plus fort de l'œuvre est sans aucun doute le jeu des comédiens. La beauté de ce type de scénario est qu'il

parvient à tirer le meilleur des capacités des acteurs et actrices qui y prennent part. Dans ce cas-ci, on se doit de mentionner Julianne Moore et Michelle Williams qui sont phénoménales dans leur rôle respectif.

Quoi qu'il en soit, *After The Wedding* est un long-métrage divertissant qui ne réinvente tout simplement pas les codes du septième art. Étant un remake d'*Efter*

Brylluppet de Susan Bier, on ne peut que se demander sa réelle nécessité. Le scénario original danois ne suffit-il pas à tout public? Une adaptation américaine est-elle nécessaire au public américain? Bref, la question se pose.

After The Wedding est à l'affiche en langue originale sous-titré français au *Cinéma le Tapis Rouge* de Trois-Rivières. 



CRÉDITS : SONY PICTURES CLASSICS

After The Wedding est un long-métrage divertissant qui ne réinvente tout simplement pas les codes du septième art.

LES SUGGESTIONS DE NOS LIBRAIRES

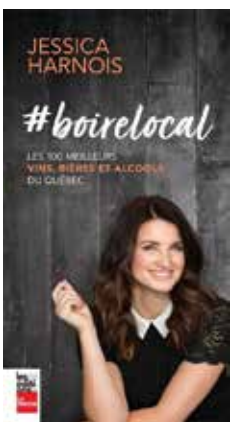
AUDREY MARTEL, LIBRAIRE ET CO-PROPRIÉTAIRE DE LA LIBRAIRIE L'EXÈDRE



LA FILLE QUI AIMAIT LES SCIENCES, HOPE JAHREN, FLAMMARION QUÉBEC

Tout à la fois essai scientifique et biographie intimiste, *La fille qui aimait les sciences* est un livre essentiel permettant de mieux connaître le monde des sciences aujourd'hui. C'est avec beaucoup d'humour

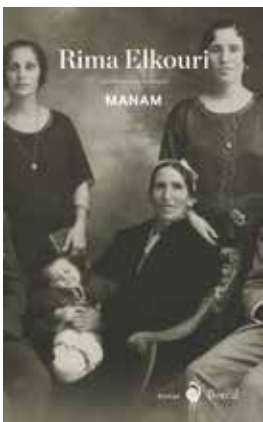
que l'auteure retrace son parcours de paléobiologiste, adressant au passage quelques critiques sur le financement de la science aux États-Unis et la faible représentation des femmes dans les milieux scientifiques. Le tout donne un livre passionnant, accessible et très instructif, puisque truffé d'informations pertinentes et bien vulgarisées.



#BOIRELOCAL : LES 100 MEILLEURS VINS, BIÈRES ET ALCOOLS DU QUÉBEC, JESSICA HARNOIS, LA PRESSE

La sommelière Jessica Harnois (l'entrepreneure derrière la marque québécoise de vins Bù) nous offre un guide très pratique pour découvrir les bonnes bouteilles d'ici, tant celles que l'on trouvera à la SAQ et en épicerie que directement chez le

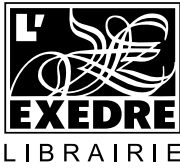
producteur. C'est d'ailleurs cet aspect qui fait de ce livre un ouvrage de référence fort pertinent, puisque il nous met sur la piste des meilleurs vignerons du Québec, ceux qui n'ont rien à envier aux producteurs étrangers mais qui demeurent encore méconnus. Notons également les sympathiques accords mets-vins mettant à l'honneur les produits du terroir. À votre santé!



MANAM, RIMA ELKOURI, BORÉAL

C'est un premier roman réussi que nous offre la journaliste et chroniqueuse Rima Elkouri. On connaissait déjà son talent pour le mot juste, on lui découvre ici une plume sensible et intime. C'est avec tendresse qu'Elkouri brosse le portrait d'une famille d'immigrants ayant fui le génocide arménien. Un

hommage touchant aux aïeux et aux souvenirs qu'ils emportent trop souvent avec eux lorsqu'ils nous quittent.



L'Exèdre, librairie
910, boul. St-Maurice
Trois-Rivières
Tél. : 373-0202
www.exedre.ca

DOCUMENTS CONFIDENTIELS ?

**GROUPE rcm**
COLLECTE, TRI ET DÉCHIQUETAGE

On s'en occupe.

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com

**103.1**

YANICK ET BILLIE-LOU
LE RÉVEILLE-MATIN
LUNDI AU VENDREDI - 6h00

LE BRÉSIL JOUE AVEC LE FEU

L'Amazonie en proie aux flammes

Il y a quelques semaines, on apprenait que la forêt amazonienne était la proie des flammes. Au Brésil seulement, plus de 4 699 km² de forêt tropicale ont disparu depuis le début de l'année, et le nombre ne cesse d'augmenter. Alors qu'on attend toujours des gouvernements des mesures de protection à la hauteur du problème, le « poumon de la planète » continue de brûler. Mais qu'est-ce qui a bien pu mener à un désastre environnemental de cette ampleur en Amazonie ?

ELIZABETH LEBLANC-MICHAUD

COLLABORATION SPÉCIALE

Une proportion de 40 % de l'Amazonie se trouve sur le territoire du Brésil. Or, depuis janvier 2019 seulement, plus de 47 000 foyers d'incendie ont été déclarés dans la portion brésilienne de l'Amazonie, une augmentation de 67 % comparativement à l'année précédente selon l'Institut National de Recherche Spatiale du Brésil (INPE). Bien que l'on puisse croire que ces incendies résultent de longues périodes de sécheresse, la cause en serait plutôt le travail de l'homme et son appât du gain.

UNE DÉFORESTATION EXCESSIVE

Le Brésil est le plus grand exportateur de bœuf et de soja au monde. Pour répondre à une demande toujours grandissante, on brûle de plus en plus d'hectares de forêts tropicales chaque année. Selon Romula Batista, chercheur chez Greenpeace, un peu plus de 65 % des terres déboisées en Amazonie seraient aujourd'hui occupées par des pâturages. Les activités agricoles comme la culture du soja utiliseraient quant à elles près de 6,5 % de la surface déboisée.

DE GRAVES RÉPERCUSSIONS

La déforestation massive au profit de l'agriculture a des répercussions majeures sur l'environnement. Non seulement met-elle de nombreuses espèces animales et végétales en danger, mais elle menace également la survie des peuples autochtones qui dépendent de ces ressources. Comme si ce constat n'était pas suffisamment inquiétant, la combustion du bois contribue à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, alors que les arbres, emportés par les flammes, sont de moins en moins nombreux à absorber le carbone dans l'atmosphère.

QUE FAIRE POUR LE « POUMON DE LA TERRE » ?

Afin de contribuer à protéger l'Amazonie, quelques options s'offrent à nous. On peut d'abord repenser nos habitudes alimentaires en arrêtant ou en diminuant de beaucoup notre consommation de viande, plus particulièrement celle issue de l'élevage bovin. On peut aussi boycotter les produits à base d'huile de palme (une autre cause importante de la déforestation en Amazonie) et ne choisir de consommer que des produits équitables. En terminant,



Au Brésil, de plus en plus d'hectares de forêt tropicale sont détruits chaque année pour laisser place aux plantations de soja et à l'élevage bovin. Selon l'INPE, la déforestation aurait bondi de 67 % au Brésil depuis le début de l'année.

il existe plusieurs pétitions en ligne, telle la campagne #actforamazonia de l'association all4trees ainsi que celle de l'avocat brésilien Gabriel Santos – qui exige l'ouverture d'une enquête

déterminant les causes de l'augmentation des incendies en Amazonie – et celle lancée par Greenpeace en soutien aux revendications des peuples autochtones d'Amazonie. 

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

PROCHE EN TOUT TEMPS

Accompagner dans le rétablissement



Les soins et les services orientés vers le rétablissement font partie des principes directeurs du *Plan d'action en santé mentale 2015-2020 – Faire ensemble et autrement*. Selon ce plan d'action, une approche orientée vers le rétablissement est axée sur l'expérience de la personne et sur son cheminement vers une vie qu'elle considère comme satisfaisante et épanouissante, et ce, malgré la maladie mentale et la persistance de symptômes.

MARIANNE CORNU

DIRECTRICE, LE GYROSCOPE

La manière dont sont organisés les services autour de la personne ainsi qu'un soutien adéquat de son entourage peuvent en effet favoriser le rétablissement chez la personne qui vit avec un problème de santé mentale, incluant chez la personne aînée. Par problèmes de santé mentale, nous entendons par exemple la schizophrénie, les troubles bipolaires, le trouble de personnalité limite, la dépression, etc.

Pour Nathalie Lagueux, travailleuse sociale, conférencière et coordonnatrice du Programme Pairs-Aidants Réseau, « le rétablissement est un processus unique débutant là où la personne décide de ne plus donner à la maladie le pouvoir de contrôler toute sa vie. C'est la redécouverte de soi, de ses capacités et de ses rêves tout en se donnant de nouvelles possibilités, et cela, avec ou sans la présence de limites et de symptômes engendrés par la maladie mentale. C'est l'espoir d'une vie meilleure. »

Croire au rétablissement chez nos aînés est essentiel pour justement favoriser ce dernier. Un des principaux freins au rétablissement est d'ailleurs la stigmatisation, une attitude sociale basée sur la discrimination. Ensuite, il est essentiel de comprendre que le cheminement vers le rétablissement appartient à la personne concernée. Et comme il n'existe aucune formule parfaite ni ligne directe pour y arriver, ni même une destination finale, chaque personne aura son propre parcours, avec ses hauts et ses bas, ses prises de conscience et ses accomplissements, tout ça à son propre rythme. Rétablissement ne signifie pas guérison : il serait vain de croire que la personne en rétablissement va redevenir comme elle était avant la maladie ou avant l'épisode de crise ou encore que tous les symptômes de la maladie vont disparaître. Toute expérience transforme la personne qui la vit, à divers degrés.

La personne ayant une maladie mentale peut mener une vie heureuse, satisfaisante et qui fait du sens pour

elle, malgré les embûches. Le membre de l'entourage qui soutient son proche en partant de ces principes a déjà un pas de franchi.

Le rétablissement n'est pas un processus que l'on peut forcer. L'entourage a le contrôle sur la qualité du soutien qu'il offre à son proche et sur son degré d'implication, dans le respect de ses capacités et de ses limites et en autant que le proche accepte cette aide. Accepter de ne pas pouvoir contrôler le rétablissement d'un proche n'est pas toujours facile. Il est cependant reconnu que lorsque l'entourage s'informe et va chercher du soutien, par exemple auprès d'un organisme membre du réseau *Avant de craquer*, le processus de rétablissement s'en trouve favorisé. Quand on prépare un repas, qu'on répare un objet, qu'on peint une toile, on va chercher le matériel dont on a besoin. Il en est de même quand on accompagne un proche vivant avec une maladie mentale : aller chercher les bons outils ne peut qu'aider à mieux l'accompagner et à favoriser son rétablissement.

Proche en tout temps est un projet financé par L'Appui Mauricie et développé par Le Gyroscope en partenariat étroit avec Le Périscope. Ces deux organismes œuvrent pour les familles et les proches des personnes vivant avec une problématique en santé mentale.

Pour information:
info@procheentouttemps.org

L'APPU POUR LES PROCHES AIDANTS D'AINES
MAURICIE

Vous êtes là pour eux, nous sommes là pour vous.

GYROSCOPE
du Bassin de Maskinongé Inc.

Le Périscope

Coupures après coupures, obstacles après obstacles, les organismes communautaires mauriciens travaillent d'arrache-pied afin de rester à flot. Cet automne, La Gazette de la Mauricie veut offrir des fleurs au communautaire et redistribuer un peu de l'amour qu'ils propagent déjà dans notre communauté. Ces fleurs prennent la forme de lettres d'amour, écrites d'un organisme à l'autre, afin de souligner l'importance et le bon travail de leurs voisins.



Cher SANA Trois-Rivières, c'est à votre tour de vous laisser parler d'amour,

Pour une première fois dans les années 1960 et 1970, l'amour était chanté aux « Gens du pays ». Depuis, ils n'ont pas vraiment changé. Certes, les « Gens de mon pays » proviennent désormais d'un peu partout dans le monde : Afrique, Moyen-Orient, Amérique du Sud, Europe, Asie... Mais tout comme ceux natifs des Terres de notre pays, toutes et tous sont gens de causerie, de rêverie et d'espoirs et d'amour.

Vous, le SANA (Service d'accueil aux nouveaux arrivants). Votre essence, votre humanité, votre générosité transparaissent dans le quotidien non seulement de ces « nouveaux » gens de mon pays, mais de ceux et celles y étant né.e.s. Votre travail à la construction d'une société diversifiée, plurielle et au métissage culturel est essentiel pour Trois-Rivières, mais également pour l'Humanité entière. On a tellement plus besoin de se « laisser parler d'amour » comme vous le faites. Votre apport à notre société est considérable et mérite tous les éloges. Une caisse d'éloges. Un cargo d'éloges. Et nous, COMSEP, vous en envoyons petit peu par petit peu, par pigeons voyageurs.

Les partenariats, les collaborations, les discussions entre nos deux organisations nous rendent plus forts, plus solides, plus ouverts. Le partage qui existe entre nos organismes contribue à l'évolution de notre société. Et nous en sommes plus que fiers. Très fiers de pouvoir vous avoir comme partenaire dans la construction d'une société plus juste, diversifiée, ouverte et solidaire. Vous pourrez toujours compter sur nous, pour être à vos côtés dans ces combats quotidiens.

Tout comme en 1967 et 1975, nous entendons tous ces « gens de mon pays [...] demain parler de liberté ».

L'équipe et le C.A. de COMSEP

Chers employés, bénévoles, membres de la direction et du C. A. œuvrant au Havre,

Nous désirons souligner votre excellent travail quotidien. Nous apprécions notamment votre accueil sans préjugé à l'égard des femmes que nous vous référons en tout temps.

De même, votre disponibilité et votre collaboration avec notre organisme facilitent notre travail et nous permettent de remplir encore mieux notre mission. Nous tenons aussi à reconnaître votre attention aux situations de violence conjugale chez les femmes que vous nous référez, et ce, quels que soient le jour et l'heure.

Au Centre Le Havre, la personne accueillie est en état de détresse profonde, elle est démunie non seulement monétairement, mais aussi moralement, socialement et physiquement. Votre mandat est de redonner aux individus le pouvoir de reprendre leur vie en main. Nous croyons que vos services sont absolument indispensables auprès de cette clientèle fragilisée. Nous vous souhaitons donc tout le nécessaire pour assurer la continuité de votre organisme.

Stéphanie, Ghyslaine et Danielle ainsi que toute l'équipe de Le FAR (Famille, Accueil, Référence) 1985 inc.



Cher Bon Citoyen,

Nous aimerions par la présente vous remercier pour votre excellente collaboration au fil des années.

Le Bon Citoyen est réputé pour être un organisme qui vient en aide aux personnes les plus démunies en leur apportant du soutien sur les plans vestimentaire et ameublement, entre autres.

Nous partageons des valeurs communes et accomplissons un travail de soutien complémentaire. Notre partenariat s'est consolidé par suite des multiples références faites à votre organisme.

Nous témoignons ici de notre grande appréciation pour la générosité, l'accessibilité, la rapidité de soutien ainsi que le respect manifestés envers les femmes dans le besoin.

Nous souhaitons la prospérité à l'organisme Le Bon Citoyen et nous veillerons à élaborer de nouvelles perspectives de coopération afin d'élargir le répertoire de nos services respectifs.

Ihsen et Isabelle ainsi que toute l'équipe de Le FAR (Famille, Accueil, Référence) 1985 inc.



Lettre d'amour à Moisson Mauricie,

Moisson Mauricie subvient aux besoins alimentaires de notre organisme depuis plus de 27 ans. Nous recevons environ 1 700 \$ par mois en dons alimentaires. De plus, nous avons établi un partenariat qui permet aux résidentes qui quittent l'hébergement d'obtenir un panier alimentaire au moment de leur départ.

La collaboration que nous entretenons avec Moisson Mauricie est empreinte d'humanisme, de considération et de générosité. Le souci du bien-être de chacun est à l'avant-plan des services rendus et nous le constatons chaque fois que nous faisons appel à cet organisme. Femmes et enfants bénéficient chaque jour de ses dons diversifiés. Grâce à lui, notre clientèle trouve du réconfort.

Nous souhaitons maintenir notre relation avec Moisson Mauricie et espérons qu'il puisse poursuivre sa mission de récupérer les denrées alimentaires, de les trier et de les distribuer équitablement aux organismes membres qui viennent en aide à des personnes économiquement et socialement défavorisées sur les territoires de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Également, que Moisson Mauricie puisse continuer de soutenir les organismes membres ainsi que l'intégration sociale et à l'emploi des participants à l'action en les amenant à développer leur savoir-être et leur savoir-faire dans un milieu de travail valorisant et respectueux. Sans oublier sa lutte essentielle contre le gaspillage alimentaire.

Ensemble depuis plus de 27 ans ! Bianca, Valérie et Hélène ainsi que toute l'équipe de Le FAR (Famille, Accueil, Référence) 1985 inc.

L'action communautaire
est essentielle au
progrès social

MARIE-LOUISE TARDIF
Députée de Lavolette–Saint-Maurice
Adjointe parlementaire du ministre des Forêts,
de la Faune et des Parcs (volet forêts)
Marie-Louise.Tardif.LASM@assnat.qc.ca

695, avenue de la Station | RDC, bureau 101
Shawinigan (Québec) G9N 1V9 - 819 539-7292
522, rue Commerciale
La Tuque (Québec) G9X 3A8 - 819 676-5092



ÉLÈVES, ÉCOLE ET COMMUNAUTÉ : UNE COLLABORATION ESSENTIELLE

De l'école à la communauté, nos jeunes ont le pouvoir de faire éclore une mobilisation unique, particulièrement à travers les actions de sensibilisation à l'environnement. Ce sont les élèves, grâce au soutien essentiel des ressources psychosociales telles que les AVSEC, qui contribuent à la vitalité des villages et sonnent l'alarme de l'urgence climatique.

Plus que jamais, dans ce contexte de coupes budgétaires dans le milieu scolaire et dans cette vague de grèves pour le climat initiées par nos jeunes, il est important de se bat-

tre pour la survie de nos écoles de quartier. De Saint-Élie-de-Caxton à Saint-Louis-de-France, en passant par les Pionniers, les Estacades et Mont-Carmel, on se rassemble autour des écoles pour tendre le porte-voix vers la relève.

Parce que ça prend tout un village pour élever des enfants, mais ça prend aussi des enfants pour élever un village.



Imaginons... l'École avec un grand « É »!

Perçu à juste titre comme le pivot d'une communauté, l'établissement scolaire local se retrouve fréquemment au cœur d'importantes mobilisations citoyennes. La Mauricie en sait quelque chose.

JEAN-CLAUDE LANDRY

Pensons ici aux efforts déployés par les citoyens de Saint-Boniface pour l'agrandissement de leur école primaire, à ceux de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, pour sauvegarder la mission de l'école Saint-Charles, aux gens de Saint-Élie-de-Caxton qui se mobilisaient récemment face à la perspective d'une diminution des ressources pédagogiques au sein de l'école du village. Sans oublier bien sûr la mobilisation historique des parents et des citoyens de Batiscan pour sauver l'école locale, une lutte épique qui avait pris une envergure telle que le gouvernement a été amené à élaborer une politique sur le maintien de la dernière école du village.

Faut-il s'étonner d'un tel réflexe populaire lorsque l'avenir de l'école du village ou du quartier est en jeu? Pas vraiment. Plus qu'un simple immeuble dans le paysage, l'école locale est en quelque sorte le poumon d'une communauté, un élément de sa vitalité. L'école, affirment de nombreuses études, contribue à la cohésion sociale, en raison notamment

de sa proximité avec la population résidente et des occasions qu'elle offre aux parents du quartier ou du village de se rencontrer et se connaître davantage.

À ce constat positif s'ajoute celui de l'apport potentiel du milieu sur la réussite scolaire. Encore ici, nombre d'études le démontrent. En effet, si les apprentissages des élèves sont largement influencés par ce qu'ils vivent dans leur famille, leur école et leur communauté, c'est la collaboration étroite qui s'établit entre ces différentes entités qui arrivent le mieux à favoriser le développement et la réussite des jeunes. L'ancrage de l'école dans son milieu constitue donc un facteur déterminant de la réussite scolaire, un thème central dans la rhétorique du gouvernement actuel, rappelons-le.

IMAGINONS MAINTENANT... L'ÉCOLE

Cette École, majuscule dans son esprit comme dans sa forme, en sera une de proximité. Important vecteur d'auto-nomisation – ou d'empowerment – de la collectivité, elle sera tantôt le lieu de convergence de services et de ressources multiples, auxquels aura

accès la population locale, tantôt lieu de rassemblement, contribuant à la cohésion sociale en permettant aux parents et aux citoyens de s'entraider et d'apporter les changements désirés à leur communauté.

L'approche pédagogique de cette École sera animée de l'intime conviction que les parents, le personnel enseignant, ainsi que les membres de la communauté peuvent jouer un rôle majeur dans le développement harmonieux des enfants. Elle n'hésitera donc pas à faire appel aux organismes, aux institutions, aux ressources et aux gens du milieu pour les associer à la démarche éducative des élèves.

Résolument ancrée dans son milieu, l'École sera perçue comme un levier exceptionnel de mobilisation pour la communauté, lui permettant de se développer et de réaliser ses aspirations. Élément de réponse à l'occupation dynamique du territoire, véritable trait d'union entre les générations, valorisant à la fois l'histoire et les traditions locales, tout en se tournant vers l'avenir, on

dira de cette École qu'elle est comme un jardin, qu'elle nécessite qu'on la cultive!

Un rêve que tout cela? Pas vraiment puisque cette École existe et qu'elle porte un nom : l'École communautaire. Présente dans plusieurs communautés locales, que ce soit en ville ou en milieu rural, l'application du modèle va du plus modeste au plus complet. Partout cependant, quel que soit le modèle d'application, l'École communautaire assume un rôle de carrefour, pour le mieux-être des enfants, des parents et des citoyens.

Appelé à se développer, le modèle de l'École communautaire? C'est ce que proposait une équipe de travail sur le développement de l'école communautaire, mandaté par le Conseil des ministres, dans un rapport intitulé « L'école communautaire : un carrefour pour la réussite des jeunes et le développement de la communauté » et déposé en juin 2005 au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de l'époque. C'était il y a 14 ans, mais l'enjeu demeure actuel. 📍



L'école de la citoyenneté

À l'heure actuelle, plusieurs voient l'école comme le lieu où les jeunes se préparent à intégrer le marché du travail afin de pallier la pénurie de main-d'œuvre. Mais l'école doit-elle être seulement l'outil servant à former des citoyens aptes à servir la société de consommation ? Ne sommes-nous pas devenus trop pressés de diplômer de potentiels travailleurs ? Oserons-nous voir plus large et dénoncer son instrumentalisation et sa marchandisation ?

DIANE LEMAY

Il est vrai que le système scolaire assure en partie ce rôle, mais est-ce sa seule mission ? Former des jeunes, oui, mais afin qu'ils soient exercés à réfléchir, à se questionner. Soutenir chez ces derniers le développement d'une pensée critique afin qu'ils ne se modèlent pas aux tendances et au populisme. Développer chez eux cette capacité d'introspection qui leur permettra de devenir les acteurs de premier plan d'une société juste, libre et équitable. Ils seront ainsi en mesure de relever les défis auxquels l'humanité fera face dans les prochaines années. Ces défis seront entre autres de l'ordre du politique, de la science (fake news), de l'ouverture à l'autre (immigration, racisme, sexisme), de l'environnement (réchauffement climatique) et de l'éthique.

C'est le rôle des enseignants mais aussi celui des professionnels de l'éducation,

notamment des AVSEC (animateur à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire), qui accompagnent les jeunes dans l'exercice d'une véritable citoyenneté.

Souvent méconnu, le Service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire a été conçu pour soutenir les élèves dans leur désir de s'accomplir sur les plans personnel et social. Les animateurs de ce service invitent les jeunes à expérimenter une approche centrée sur l'action et à œuvrer dans le laboratoire de la vie.

C'est par cette expérimentation et ces échanges que les élèves accroissent leur jugement critique. Ils cherchent à travers cette pratique à donner du sens à leur vie. Ils réfléchissent à l'importance de la vie en société.

Prenons par exemple les enjeux liés à l'environnement et aux changements

climatiques. L'an dernier, les élèves de la commission-scolaire-du-Chemin-du-Roy ont signé un manifeste et présenté aux élus de la Ville de Trois-Rivières leurs revendications quant à l'urgence climatique. Line Desgagné, l'AVSEC de l'école secondaire des Pionniers, les a accompagnés dans cette démarche.

De plus, à l'intérieur de ce service, les jeunes soutiennent différentes causes sociales et s'impliquent comme bénévoles lors de levées de fonds pour Leucan, Noël du pauvre, Noël des nôtres et Partage Mauricie.

De plus, ces élèves s'engagent aussi dans des projets d'aide aux devoirs dans des milieux défavorisés. Ils se joignent à des groupes comme Amnistie internationale et Environnement-Jeunesse. Certains AVSEC proposent des stages d'initiation à la solidarité internationale dans des pays en voie de développement pour favoriser cette ouverture aux autres

cultures, mettant ainsi en application le principe d'« aller voir ailleurs pour mieux comprendre ce qui se passe ici ».

Sur le plan individuel, ces jeunes forment des groupes d'introspection qui utilisent la méditation pour réduire le stress et l'anxiété. Par exemple, ils organisent des groupes de deuil pour les jeunes ayant perdu un être cher.

Combien de fois les AVSEC ont-ils pu observer un changement d'attitude ou d'orientation et la naissance d'une conscience sociale à travers ces projets d'engagement et de réflexion ! Et que dire de ces jeunes maintenant adultes, assidument engagés dans leur communauté... Voilà une toute autre vision de l'éducation ! 📍

SOURCES DISPONIBLES sur notre **site gazetteauricie.com**



Vous tenez l'école à bout de bras dans des conditions difficiles Merci les profs !



EN ÉDUCATION

**FAUT QUE
ÇA CHANGE
MAINTENANT!**



SERVICE D'ANIMATION SPIRITUELLE ET D'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

Les heures diminuées à la commission scolaire Chemin-du-Roy

La rentrée 2019 à la commission scolaire Chemin-du-Roy s'est faite avec une personne en moins au service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire (SASEC). Selon ce qu'a pu apprendre *La Gazette de la Mauricie*, il a été décidé de retrancher 32,5 heures aux services offerts dans les écoles secondaires. Il ne resterait plus que cinq animateurs et animatrices pour desservir l'ensemble des huit établissements secondaires de la commission scolaire.

STEVEN ROY CULLEN

La présidente du Syndicat du personnel professionnel de l'Éducation du Cœur et du Centre-du-Québec (SPPECCQ-CSQ), Mme Alexandra Vallières, dénonce vivement les compressions dans le SASEC. « Ce service est essentiel au développement global de l'élève puisqu'il permet de développer sa conscience sociale, de se construire en tant qu'individu. C'est le seul lieu où l'élève n'est pas dans la performance scolaire, mais plutôt dans une démarche réflexive par rapport aux enjeux de société actuels tels que l'environnement, l'engagement citoyen, l'acceptation de l'autre. Couper dans ce service met en péril une des grandes missions de l'école québécoise qui est, selon la Loi sur l'instruction publique, de socialiser les élèves pour apprendre à mieux vivre ensemble. »

DAVANTAGE DE PERSONNEL PROFESSIONNEL

La décision de supprimer un poste au SASEC dans les écoles secondaires de la commission scolaire Chemin-du-Roy a de quoi étonner, alors que le dernier budget du gouvernement du Québec prévoit 47 millions de dollars par année sur cinq ans pour augmenter les services de soutien professionnel directs aux élèves.

Vérification faite, il y a effectivement plus de services professionnels offerts aux élèves de la commission scolaire Chemin-du-Roy. Selon les données transmises, le nombre d'employés professionnels est passé de 165 à 178 au cours de la dernière année. Par contre, cela ne s'est pas fait au bénéfice du SASEC.

« On a toujours le souci de répondre aux besoins des élèves. Le Conseil des

commissaires a entériné les recommandations du comité de répartition des ressources après que celui-ci ait évalué l'ensemble de ces besoins. Il faut travailler avec les moyens dont dispose la commission scolaire », explique Mme AnneMarie Bellerose, conseillère en communication à la commission scolaire Chemin-du-Roy.

Mme Bellerose confirme qu'un départ à la retraite a permis de retrancher 32,5 heures au SASEC tout en allouant un 2,5 heures à un animateur à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire (AVSEC) qui n'était auparavant pas à temps plein. Elle précise que le plan d'effectifs est évalué annuellement.

SOURCE D'INQUIÉTUDES

La réévaluation des effectifs est une source d'inquiétudes pour les AVSEC.

Selon Mme Line Desgagné, AVSEC à l'école secondaire des Pionniers, un second départ à la retraite sera considéré dans les affectations de l'an prochain. « On essaie de faire valoir notre service pour qu'au prochain départ à la retraite, il n'y ait pas d'autres compressions », indique-t-elle.

Mme Desgagné souligne par ailleurs que les AVSEC sont souvent les professionnels en première ligne qui peuvent référer les élèves aux autres professionnels comme les psychologues. « Ce midi, j'ai eu une élève qui est venue se confiée par rapport à son orientation sexuelle. Elle n'a pas pris un rendez-vous avec la psychologue. Elle est habituée avec moi et je suis là tout le temps. [...] Cette élève-là ne serait pas allée consulter en psychologie ». 

AgrÉcoles en plein développement



Un projet local d'agriculture à l'école primaire Louis-de-France prend de l'ampleur et permet la création d'un organisme à but non lucratif avec une vision ambitieuse. L'OBNL *AgrÉcoles* a pour objectif de mettre en lumière le laboratoire d'innovation bioalimentaire de l'école Louis-de-France tout en permettant à d'autres écoles d'éventuellement intégrer un programme semblable dans leur propre cursus.

LAURA LAFRANCE

La création d'*AgrÉcoles* découle du projet vert *L'agroalimentaire s'invite à l'école!*, une première au Québec qui vise à permettre aux élèves de bénéficier d'une éducation axée sur la nature et l'agriculture de la maternelle jusqu'à la sixième année.

UNE APPROCHE PÉDAGOGIQUE ORIGINALE

Située dans le secteur Saint-Louis-de-France, l'école Louis-de-France accueille chaque année environ 400 élèves. Durant leur passage à l'école, les élèves suivent des leçons sur l'origine des aliments, l'histoire agroalimentaire, les métiers agricoles et les retombées de l'agriculture sur la culture québécoise. En somme, tous les thèmes qu'aborde le programme *L'agroalimentaire s'invite à l'école!* sont intégrés dans le cursus scolaire de base du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

LA GENÈSE D'UN PROJET D'ENVERGURE

C'est en 2016 que la phase initiale de ce projet prend son envol. Voulant faire de son établissement une école verte et agroalimentaire, la directrice Maryse Côté contacte l'agente de développement Diane Boily pour l'aider à concrétiser sa vision. Au départ, l'objectif était de permettre aux enfants de prendre conscience de l'endroit d'où proviennent les aliments ingérés tous les jours. Grâce aux divers financements

et à la participation des élèves et de plusieurs parents bénévoles, l'école a ensuite pu installer de nombreux bacs de jardinage dans la cour arrière.

Comme l'explique la responsable du projet, Sophie Cormier-Rondeau, l'école a choisi une approche englobante, sans activités extracurriculaires; les enseignants intègrent à leur enseignement classique diverses notions agricoles. De ce fait, les cours de mathématiques, de français et d'univers social sont présentés aux étudiants à travers l'apprentissage des plantes et de l'histoire de l'agriculture. Cela permettrait de sensibiliser les élèves à l'importance de la nature, mais aussi à celle de l'alimentation locale.

Les légumes récoltés par la production de l'école ont permis la mise en place d'un bar à salades où les étudiants peuvent déguster le fruit de leurs efforts. « Les gens qu'on veut toucher, ce sont les élèves », raconte Sophie Cormier-Rondeau. L'équipe derrière ce projet espère aider les élèves à éventuellement devenir des citoyens plus conscients et plus responsables.

CRÉATION D'AGRÉCOLES

En mai dernier, le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a annoncé qu'il accorderait un financement de 649 200 \$ sur une période de trois ans au programme *L'agroalimentaire s'invite à l'école!* Avec ce financement, l'équipe-école compte financer la deuxième phase



On voit ici Julia Grenier et Sophie Cormier-Rondeau, directrice générale et technicienne agroalimentaire d'*AgrÉcoles*.

du projet, soit celle d'offrir un service clé-en-main à d'autres écoles afin de leur permettre d'intégrer un programme similaire dans leur établissement.

À court terme, l'organisme *AgrÉcoles* compte terminer la formation de son conseil d'administration; ils sont d'ailleurs à la recherche de membres qui œuvrent dans le domaine juridique et légal. Pour ce qui est des projets plus concrets, l'OBNL prévoit utiliser son

financement pour démarrer un élevage d'insectes comestibles ainsi qu'une culture de champignons. En octobre, un festival des récoltes sera également organisé pour célébrer les réalisations des élèves.

Dans les années à venir, les fonds permettront la construction d'une chambre froide, d'une serre et d'un pavillon extérieur. 



Les élèves au front pour l’environnement

Les jeunes de l’école secondaire des Pionniers de Trois-Rivières représentent bien ce que signifie le nom de leur école. Avec le comité environnement chapeauté par Line Desgagné, animatrice de la vie spirituelle et d’engagement communautaire (AVSEC), des jeunes de tous les niveaux mettent la main à la pâte pour une école plus verte.

MAGALI BOISVERT

Le 6 décembre dernier, une marche a été organisée, ainsi qu’un passage remarqué au conseil municipal afin de demander d’endosser la *Déclaration d’urgence climatique* (DUC) aux conseillers et conseillères.

Après cet aperçu du monde politique, un moment clé de leur année a été le don de M. Robert Aubin, député fédéral, de sa minute de parole à la Chambre des communes. Il a lu leur texte en présence du premier ministre : « De savoir que M. Trudeau a entendu nos mots, c’est vraiment intense! », s’exclame une élève, Maude Mainville.

UN ENJEU QUI RASSEMBLE LES ÉLÈVES

Les élèves du comité voient que leurs camarades de classe se sentent concernés

par l’avenir de la planète : « Laissez du pouvoir aux jeunes. Cette année, on faisait des débats en classe et tout le monde se préoccupe de l’environnement. Je trouve que si on laissait plus de place aux jeunes, le message passerait peut-être mieux. On a envie de se faire entendre », nous dit la jeune Éloïse Dubuc.

À l’école secondaire des Pionniers comme ailleurs, les élèves se mobilisent pour demander des actions concrètes pour faire face à l’urgence climatique.

C’est cette flamme d’engagement écologique qui a poussé les jeunes de cinquième secondaire à dessiner massivement un cercle vert, symbole du mouvement de grèves pour le climat de Greta

Thunberg, sur leur examen ministériel qui portait sur l’urgence climatique.

UNE ONDE DE CHANGEMENTS AU SEIN DE L’ÉCOLE

Le comité a été très actif en peu de temps. En un an, les jeunes ont distribué une bouteille réutilisable à toute la population étudiante, supervisé le comité environnement adulte, ont amorcé les démarches pour bannir les objets à usage unique, faire du compost et bonifier la serre déjà existante de l’école.

Leur cheval de bataille reste la cour intérieure où ils ont repris une partie du stationnement pour créer un mur vert, des installations vertes, des arbres et des tables. La cour donne d’ailleurs sur la classe verte de l’école, qui permettra aux enseignants et enseignantes de donner leurs cours à l’extérieur.

UN SENTIMENT D’URGENCE CHEZ LES JEUNES

Difficile de critiquer ces jeunes qui n’ont qu’un sentiment d’urgence dans le ventre : « C’est maintenant qu’on a besoin d’aide, parce que la fenêtre de secours se referme et à un moment donné, on ne pourra plus sortir. »

« La volonté politique, c’est tout ce qui manque. Le gouvernement devrait peut-être laisser plus de pouvoir décisionnel à la population. On est dans une démocratie, ça devrait déjà se faire, ils devraient déjà nous écouter », plaide Éloïse.

Les jeunes espèrent que leur cri se fera entendre la journée du 27 septembre, prochaine journée mondiale de grève pour le climat. 9

ÉCOLE NOTRE-DAME

En action face à la crise climatique

Les sept jeunes de 6e année du groupe De l’école vers une planète verte de l’école primaire Notre-Dame à Notre-Dame-du-Mont-Carmel font preuve d’une admirable créativité face à la crise climatique. Encadrés par leur enseignante Linda Godin, six filles et un garçon se sont portés volontaires pour un projet d’entrepreneuriat écoresponsable qui les a menés vers une campagne de sensibilisation touchant l’école entière.

MAGALI BOISVERT

Mme Linda crée à chaque année une équipe d’entrepreneuriat parmi les élèves de 6e année intéressés. À partir du moment où elle a décidé que l’accent serait mis sur l’environnement, les jeunes ont tout de suite embarqué.

« J’ai fait ça surtout pour aider la planète. Je pense que plus tard, il y a des personnes qui ne pourront pas voir certains animaux que nous, on a vus, parce qu’ils vont sûrement disparaître à cause du réchauffement climatique », confie une participante.

Étonnante lucidité venant d’enfants de 11 et 12 ans, comme chez le jeune Émile Bastien, qui nous dit avoir participé car il « ne veut pas que les

générations à venir souffrent à cause de [leurs] gestes ».

UNE MULTITUDE DE PROJETS POUR UNE ÉCOLE VERTE

Ce n’est pas pour rien que ces jeunes ont reçu la 3e position du concours du Réseau InTerre-Actif sur les 3R (réduction à la source, réemploi et recyclage). Lorsqu’on leur demande quels gestes les jeunes ont posés dans leur école dans le cadre de leur projet, la liste s’allonge à vue d’œil.

Émile a entièrement créé le logo de leur groupe lui-même, les jeunes ont dédié une journée entière chez les 5e et 6e année pour recevoir une conférencière d’In-Terre-Actif, ont posé des affiches de sensibilisation un peu partout dans l’école et dédié un match d’impro en

art dramatique sur des thèmes reliés à l’environnement.

Grâce à une rencontre sur l’heure du midi aux 10 jours, ils ont organisé une séance de dessins avec leurs camarades pour imaginer leur future cour d’école à construire sous peu puis ont acheminé leurs créations au directeur, fait des présentations sur la pollution plastique dans les classes de 4e année et fait le tour de tous les enseignants de l’école pour leur faire signer le Pacte pour la transition.

Les adultes ne les intimidaient pas : certains ont même parlé devant des dizaines d’adultes au conseil d’administration ainsi qu’au comité des parents organisateurs (OPP) pour sensibiliser les plus grands à la transition vers des gestes verts dans leurs événements et rencontres.

UNE VISION « VERT » L’AVENIR

À la fin de l’année, les sept jeunes ont donné un devoir à Mme Linda : « D’habitude, je reprends un nouveau projet chaque année, mais à cause d’eux, je vais être obligée de continuer ce projet-là l’année prochaine! D’autres 6e année pourront poursuivre l’an prochain, ils leur ont même laissé le montant alloué grâce à leur prix pour faire venir d’autres conférenciers. »

Les jeunes n’en finissent pas là, car ils ont la tête pleine de projets pour la suite : « Au secondaire, il y a encore plus de personnes qu’on pourrait sensibiliser; si on en parle à leur gang, qui vont en parler à d’autres gangs, ça va se ramasser partout! » s’exclame Doroté Baribeault. 9

Une présence toujours active

SYNDICAT DES CHARGÉS DE COURS UQTR

Syndicat.Charge.Cours@UQTR.Ca - www.SCFP2661.Org
C.P. 500, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7
(819) 376-5044





SEVF

SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT
DES VIEILLES-FORGES (FSE-CSQ)

TOUJOURS AU CŒUR DE L'ACTION

- Pour de meilleures conditions de travail pour nos membres
- Pour de meilleures conditions d'apprentissage pour nos élèves

Bonne rentrée scolaire!

EN ÉDUCATION

**FAUT QUE
ÇA CHANGE
MAINTENANT!**



FÉDÉRATION
DES SYNDICATS
DE L'ENSEIGNEMENT
CSQ



Centrale des syndicats
du Québec

